

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Les remplaçants privés de formation continue**

Paris, le 21 octobre 2021. Le développement professionnel continu (DPC) est une obligation légale pour tous les professionnels de santé (article L4021-1 du Code de la santé publique). C'est également une obligation déontologique pour le médecin de maintenir ses connaissances à jour (article 11 du Code de déontologie médicale). Pourtant l'Agence nationale du DPC (ANDPC), dont le rôle est d'assurer le pilotage du DPC pour l'ensemble des professionnels de santé, vient de décider que les remplaçants n'y avaient plus droit. ReAGJIR, le syndicat représentatif des jeunes généralistes (remplaçants, installés depuis moins de 5 ans et universitaires), dénonce une décision inacceptable et une profonde injustice.

#### **Une exclusion nouvelle et arbitraire**

Jusqu'à présent les remplaçants thésés pouvaient, sans aucune difficulté, remplir leur obligation de DPC mais l'ANDPC vient de décréter qu'ils en étaient désormais exclus et a même taxé les remplaçants y participant de fraudeurs dans un mail du 18 octobre envoyé aux professionnels de santé, parlant « d'introduction frauduleuse ».

Les arguments opposés ne sont pas très solides :

**L'accès aux actions de DPC serait prévu uniquement pour les professionnels de santé conventionnés** (signataires de la convention avec la Sécurité sociale). Si les remplaçants ne signent certes pas la convention (pas par choix mais car cela leur est impossible), ils s'y conforment en remplaçant des médecins conventionnés et ne bénéficient que partiellement des avantages qui y sont associés. Vis à vis de l'ensemble des institutions, les remplaçants sont considérés comme conventionnés par l'assurance maladie au titre des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés (PAMC) pour le paiement de leurs cotisations sociales.

Par ailleurs, les médecins conventionnés ne paient pas de cotisation supplémentaire dédiée au DPC mais seulement la contribution aux unions régionales des professionnels de santé (CURPS). L'ANDPC étant financée par l'Assurance Maladie, les cotisations sociales des remplaçants y contribuent donc indirectement, conventionnés ou non.

**L'absence d'adresse professionnelle des remplaçants poserait problème pour leur inscription.** En réalité, les remplaçants utilisent comme adresse professionnelle leur adresse personnelle pour toutes les démarches qui le nécessitent sans que cela ne soit un problème.

**Le financement de la formation continue des remplaçants relèverait du fonds d'assurance formation de la profession médicale (FAF-PM) auquel ils cotisent.** Cela ne prend pas en compte le fait que certains remplaçants ne sont pas non plus éligibles au FAF-PM, comme les remplaçants salariés ou ceux qui dépendent du régime simplifié des professions médicales

(RSPM, pas de cotisation pour la formation professionnelle dans les cotisations appelées). Ils sont donc exclus de toute possibilité de formation professionnelle continue.

Par ailleurs le FAF-PM n'a pas été créé spécifiquement pour répondre à l'obligation de DPC prévue par la loi de 2009 ou pour pallier le refus de prise en charge du DPC des remplaçants, mais plutôt en vertu du droit à la formation professionnelle pour les indépendants (article L6312-2 du code du travail). Il vient en complément de la prise en charge par l'ANDPC pour les libéraux, mais ne devrait pas s'y substituer.

Cette décision d'exclure les remplaçants du jour au lendemain du DPC est une discrimination injuste et dangereuse qui nuit au maintien des connaissances indispensables à la pratique de la profession de médecin, prive les remplaçants de leur obligation de formation, et qui les considère encore une fois comme quantité négligeable.

## À propos de ReAGJIR - [www.reagjir.fr](http://www.reagjir.fr)

ReAGJIR est le Regroupement Autonome des Généralistes Jeunes Installés et Remplaçants en France. Créé en janvier 2008, ce syndicat regroupe et représente les remplaçants en médecine générale, les médecins généralistes installés depuis moins de 5 ans et les jeunes universitaires de médecine générale (chefs de clinique, maîtres de stage des universités, enseignants de médecine générale). Fédération de syndicats régionaux, la structure accompagne et défend l'exercice du métier par ces trois types de professionnels et milite pour la construction d'un système de santé à l'image des jeunes généralistes : innovant, collaboratif, humain et solidaire.

*ReAGJIR C/O Collège de la Médecine Générale 6 place Tristan Bernard 75017 PARIS*

## Contacts presse

Pauline SAINT-MARTIN | 06 83 00 57 40 - [pauline.saintmartin.rp@gmail.com](mailto:pauline.saintmartin.rp@gmail.com)

Anne-Lise VILLET | 06 28 47 30 01 - [annelise.villet.rp@gmail.com](mailto:annelise.villet.rp@gmail.com)

Dr. Agathe LECHEVALIER | 06 42 18 40 14 - [president@reagjir.com](mailto:president@reagjir.com)